

## Liste des Etats liés

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification (R) ou d'adhésion (A) ou de la signature définitive (S)	Date de l'entrée en vigueur
Allemagne	8 octobre 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Belgique	3 août 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
CE/CECA	13 décembre 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Danemark	5 janvier 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Espagne	24 mai 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
France	19 novembre 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Grèce	14 juillet 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Hongrie	26 novembre 1992	1 <sup>er</sup> février 1994
Irlande	27 novembre 1992	1 <sup>er</sup> février 1994
Italie	12 octobre 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Luxembourg	2 juin 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Pays-Bas	2 juillet 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Pologne	23 novembre 1992	1 <sup>er</sup> février 1994
Portugal	26 octobre 1993	1 <sup>er</sup> février 1994
Royaume-Uni	1 <sup>er</sup> décembre 1992	1 <sup>er</sup> février 1994

## Lijst der gebonden Staten

Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings-(B) of toetredingsoor-konde (T) of van de definitieve ondertekening (O)	Datum van de inwerkingtreding
België	3 augustus 1993	1 februari 1994
Denemarken	5 januari 1993	1 februari 1994
Duitsland	8 oktober 1993	1 februari 1994
EGJEGKS	13 december 1993	1 februari 1994
Frankrijk	19 november 1993	1 februari 1994
Griekenland	14 juli 1993	1 februari 1994
Hongarije	26 november 1992	1 februari 1994
Ierland	27 november 1992	1 februari 1994
Italië	12 oktober 1993	1 februari 1994
Luxemburg	2 juni 1993	1 februari 1994
Nederland	2 juli 1993	1 februari 1994
Polen	23 november 1992	1 februari 1994
Portugal	26 oktober 1993	1 februari 1994
Spanje	24 mei 1993	1 februari 1994
Verenigd Koninkrijk	1 december 1992	1 februari 1994

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

F 95 - 2558

**Arrêté royal  
relatif aux commissaires d'arrondissement  
et aux commissaires d'arrondissement adjoints**

## RAPPORT AU ROI

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un projet d'arrêté royal qui a principalement pour but d'améliorer et de rendre plus transparente la sélection des commissaires d'arrondissement adjoints. En outre, il contient également quelques petites modifications au statut de ces fonctionnaires.

Jusqu'à présent, cette matière est réglée par l'arrêté royal du 15 octobre 1987 fixant les conditions de nomination et le statut des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints.

En 1987, les conditions de nomination ont considérablement été renforcées. Aujourd'hui, il est nécessaire de rendre la procédure de nomination plus ouverte et plus transparente.

Afin de pouvoir disposer d'un texte clair, les dispositions à conserver de l'arrêté royal de 1987 sont intégrées avec les nouvelles dispositions dans un nouvel arrêté. L'arrêté royal de 1987 même est abrogé.

(1) Gewone zitting 1992-1993.

Chambre des représentants.

Documents. - Proposition de loi, n° 705/1. - Rapport, n° 705/2.

Annales parlementaires. - Discussion et adoption. Séance du 8 décembre 1992. - Votes. Séance du 10 décembre 1992.

Sénat

Documents parlementaires. - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 583/1. - Rapport, n° 583/2.

Annales parlementaires. - Discussion et adoption. Séance du 22 janvier 1993.

## MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 95 - 2558

**Koninklijk besluit  
betreffende de arrondissementscommissarissen  
en de adjunct-arrondissementscommissarissen**

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Ik heb de eer aan Uwe Majesteit een ontwerp van koninklijk besluit ter ondertekening voor te leggen dat, in hoofdzaak, de bedoeling heeft de selectie van de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen te verbeteren en meer doorzichtig te maken. Daarnaast bevat het ook enkele kleine wijzigingen aan het statuut van deze ambtenaren.

Tot op heden wordt deze materie geregeld door het koninklijk besluit van 15 oktober 1987 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden en van het statuut van de arrondissementscommissarissen en van de adjunct-arrondissementscommissarissen.

In 1987 werden de benoemingsvoorwaarden aanzienlijk verscherpt. Vandaag is het noodzakelijk de benoemingsprocedure meer open en doorzichtig te maken.

Om over een duidelijke tekst te kunnen beschikken, worden de te behouden bepalingen uit het koninklijk besluit van 1987 samen met de nieuwe bepalingen ondergebracht in één nieuw besluit. Het koninklijk besluit van 1987 zelf wordt opgeheven.

(1) Session ordinaire 1992-1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. - Ontwerp van wet, nr. 705/1. - Verslag, nr. 705/2.

Parlementaire Handelingen. - Bespreking. Vergadering van 8 december 1992. - Stemming. Zitting van 10 december 1992.

Senaat.

Parlementaire stukken. - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 583/1. - Verslag, nr. 583/2.

Parlementaire Handelingen. - Bespreking en aanneming. Vergadering van 22 januari 1993.

## Commentaire des articles

L'article 1er contient les conditions de nomination.

Les points 1° à 6° inclus restent les mêmes que dans l'arrêté royal de 1987.

Au point 7° l'ajout inséré par l'arrêté royal du 27 juillet 1989 est modifié en ce sens que la réussite d'une épreuve d'accès à un grade assimilé à un grade de niveau 1 des agents de l'Etat peut également être prise en considération. Ainsi formulée cette disposition s'insère mieux dans la condition de diplôme exigée au 7°.

Le point 8° est par ailleurs complété par une disposition qui fait entrer en ligne de compte l'expérience professionnelle d'un certain nombre d'agents communaux et provinciaux, occupés dans la sphère d'attributions des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints.

L'article 2 prévoit un appel aux candidats dans le *Moniteur belge*, pour élargir la base de recrutement.

L'article 3 fixe la manière dont les candidatures doivent être introduites. Il est notamment demandé aux candidats qu'ils exposent de façon circonstanciée les raisons pour lesquelles ils estiment être aptes à exercer la fonction. Ceci doit permettre une meilleure comparaison des candidats.

L'article 4 crée une commission de sélection qui doit conseiller le Ministre de l'Intérieur. Dans la commission siègent :

- Les fonctionnaires dirigeants qui au Ministère de l'Intérieur sont responsables des matières issues de la sphère d'attributions des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints;

- Le gouverneur de la province où la fonction est vacante.

L'article 5 fixe quelques délais qui doivent garantir que toute la procédure soit achevée dans un délai raisonnable.

L'article 6 traite de l'examen des candidatures par la commission. Si la commission estime qu'elle dispose d'éléments insuffisants pour établir une proposition, elle peut décider d'inviter tous les candidats à un entretien complémentaire. Les candidats restent toutefois eux-mêmes responsables de l'exhaustivité et de la clarté de leur acte de candidature, et ne peuvent faire reproche à la commission de se baser uniquement sur les candidatures écrites.

L'article 7 prescrit que la proposition motivée est notifiée à tous les candidats, et leur donne la possibilité d'introduire une réclamation.

L'article 8 dispose que la priorité est donnée à celui des candidats qui est proposé à l'unanimité des voix par la commission. Ce n'est que moyennant une motivation particulière que le ministre peut présenter un autre des candidats proposés.

Cette procédure qui est identique à celle prévue en cas de promotion par avancement de grade ou de nomination par changement de grade, à un grade de niveau 1, par les articles 27bis et 67 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat modifié par l'arrêté royal du 27 octobre 1992, doit, contrairement à ce que suggère le Conseil d'Etat, être maintenue.

L'alinéa 1er de l'article 9 reprend l'article 2 de l'arrêté royal de 1987 et précise à cet égard que les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints sont censés, dans le cas de cette application par analogie, être revêtus d'un grade du rang 13. Pour l'octroi des différents congés, cela signifie que le Ministre de l'Intérieur est compétent pour délivrer les congés qui sont accordés aux agents des ministères par le ministre, et que le gouverneur de province délivre les congés qui sont accordés au personnel des ministères par le secrétaire général ou par un chef de service. Les mêmes délégations que pour le personnel des ministères sont possibles.

L'alinéa 2 reprend l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal de 1987, mais précise qu'un commissaire d'arrondissement adjoint ne peut être remplacé que, soit par un autre commissaire d'arrondissement ou un commissaire d'arrondissement adjoint soit par un agent de l'Etat du niveau 1 du gouvernement provincial, nommé à titre définitif.

Suivant l'article 10, les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints peuvent être chargés de missions temporaires, sans cependant pouvoir être détachés.

## Commentaar op de artikelen

Artikel 1 bevat de benoemingsvoorwaarden.

De punten 1° tot en met 6° blijven dezelfde als in het koninklijk besluit van 1987.

In punt 7° wordt de aanvulling die werd ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1989 gewijzigd als volgt: dat het geslaagd zijn voor een examen dat toegang verleent tot een graad die gelijkgesteld is met een graad van niveau 1 van het Rijkspersoneel eveneens in aanmerking kan worden genomen. Gelijk zij hier is geformuleerd, sluit deze bepaling beter aan bij de in punt 7° gestelde voorwaarde inzake het diploma.

Punt 8° wordt anderzijds aangevuld met een bepaling die de beroepservaring in aanmerking laat komen van een aantal gemeentelijke en provinciale ambtenaren, werkzaam in de bevoegdheidsfeer van de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen.

Artikel 2 voorziet een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad*, om de recruiteringsbasis te vergroten.

Artikel 3 legt de wijze vast waarop de candidaturen moeten worden ingediend. Van de kandidaten wordt ondermeer gevraagd dat zij oorzaken uiteenzetten waarom zij menen geschikt te zijn voor het ambt. Dit moet een betere vergelijking van de kandidaten mogelijk maken.

Artikel 4 richt een selectiecommissie op die de Minister van Binnenlandse Zaken moet adviseren. In de commissie zetelen:

- de leidende ambtenaren die op het Ministerie van Binnenlandse Zaken verantwoordelijk zijn voor de materies uit de bevoegdheidsfeer van de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen;

- de gouverneur van de provincie waar het ambt vacant is.

Artikel 5 legt enkele termijnen vast die moeten waarborgen dat de hele procedure binnen een redelijke termijn wordt afgehandeld.

Artikel 6 behandelt het onderzoek door de commissie van de kandidaturen. Indien de commissie van oordeel is dat zij over onvoldoende gegevens beschikt om een voorstel op te maken, kan zij beslissen alle kandidaten uit te nodigen voor een aanvullend gesprek. De kandidaten blijven evenwel zelf verantwoordelijk voor de volledigheid en de duidelijkheid van hun sollicitatieformulier, en kunnen de commissie niet verwijten dat zij zich enkel op de geschreven candidaturen baseert.

Artikel 7 schrijft voor dat het gemotiveerde voorstel wordt betekend aan alle kandidaten, en geeft hen de mogelijkheid bezwaar aan te tekenen.

Artikel 8 bepaalt dat voorrang wordt gegeven aan de kandidaat die met eenparigheid van stemmen wordt voorgedragen door de commissie. Enkel mits een bijzondere motivering kan de minister een andere van de voorgestelde kandidaten voordragen.

Deze procedure, die dezelfde is als de procedure voor bevordering door verhoging in graad of benoeming bij wijze van graadverandering tot een graad van niveau 1, vastgesteld in artikel 27bis en artikel 67 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1992, dient, in tegenstelling tot wat de Raad van State adviseert, gehandhaafd te worden.

Het eerste lid van artikel 9 herneemt artikel 2 van het koninklijk besluit van 1987, en preciseert daarbij dat de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen in geval van die toepassing naar analogie geacht worden een graad van rang 13 te bekleden. Voor het toekennen van de verschillende verloven betekent dit, dat de Minister van Binnenlandse Zaken bevoegd is de verloven toe te kennen die aan de personeelsleden van de ministeries worden toegekend door de minister, en dat de provinciegouverneur de verloven toekent die aan het personeel van de ministeries door de secretaris-generaal of door een dienstchef worden toegekend. Dezelfde delegaties als voor het personeel van de ministeries zijn mogelijk.

Het tweede lid herneemt artikel 5, tweede lid van het koninklijk besluit van 1987, maar verduidelijkt dat een arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris slechts kan vervangen worden door, ofwel, een ander arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris ofwel een vastbenoemd rijksambtenaar van niveau 1 van het provinciaal gouvernement.

Luidens artikel 10 kunnen de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen met tijdelijke opdrachten worden belast, zonder dat zij evenwel gedetacheerd kunnen worden.

A titre transitoire, les commissaires détachés au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pourront encore l'être pour une période maximum de cinq ans.

Les articles 11, 12 et 13 reprennent les articles 3, 4 et 6 de l'arrêté royal de 1987.

L'article 14 dispose que les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints entrent en service le jour où ils prêtent serment entre les mains du gouverneur de province.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux et très fidèle serviteur :  
Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

7 AOUT 1995

**Arrêté royal relatif aux commissaires d'arrondissement et aux commissaires d'arrondissement adjoints**

ALBERT II, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2, de la Constitution coordonnée;

Vu la Loi provinciale du 30 avril 1836, notamment l'article 132, remplacé par la loi du 6 juillet 1993;

Vu la loi du 6 mars 1925 de rattachement des cantons d'Eupen, de Malmedy et de Saint-Vith, notamment l'article 9;

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 64;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil.

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. - *Des conditions de nomination*

**Article 1<sup>er</sup>.** Nul ne peut être nommé commissaire d'arrondissement ou commissaire d'arrondissement adjoint s'il ne remplit pas les conditions d'admissibilité générales suivantes :

- 1<sup>o</sup> être Belge;
- 2<sup>o</sup> jouir des droits civils et politiques;
- 3<sup>o</sup> être de conduite irréprochable;
- 4<sup>o</sup> satisfaire aux lois sur la milice ou aux lois portant le statut des objecteurs de conscience;
- 5<sup>o</sup> être âgé de 35 ans au moins;
- 6<sup>o</sup> posséder les aptitudes physiques requises pour occuper la fonction, qui doivent être constatées par le Service de Santé administratif;
- 7<sup>o</sup> être porteur d'un diplôme donnant accès aux emplois du niveau I des agents de l'Etat; ou avoir satisfait devant le Secrétariat permanent de recrutement à un concours d'accession au niveau I ou avoir satisfait aux épreuves d'accès à un grade assimilé par le Ministre de la Fonction publique sur avis du Service d'administration générale, à un grade de niveau I des agents de l'Etat;

8<sup>o</sup> justifier en Belgique d'une expérience de dix ans de barreau, ou avoir exercé en Belgique pendant une période de dix ans des fonctions judiciaires, scientifiques ou administratives du niveau I, ou la fonction de secrétaire ou de receveur communal, de secrétaire ou de receveur de centre public d'aide sociale, de receveur régional, de commissaire de police ou de commissaire adjoint de police.

CHAPITRE II. - *De la procédure de nomination*

**Art. 2.** Les emplois vacants de commissaire d'arrondissement ou de commissaire d'arrondissement adjoint sont publiés par voie d'un avis au *Moniteur belge*. Dans l'appel sont mentionnées les conditions de nomination et la procédure de candidature à suivre.

**Art. 3.** Les candidats envoient leur candidature dans les trente jours de l'appel par lettre recommandée au Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur.

Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de commissarissen die gedetacheerd zijn op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit, die hoedanigheid blijven behouden voor een periode die niet langer mag duren dan vijf jaar.

De artikelen 11, 12 en 13 hernemen de artikelen 3, 4 en 6 van het koninklijk besluit van 1987.

Artikel 14 bepaalt dat de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen in dienst treden op de dag dat zij de eed afleggen in de handen van de provinciegouverneur.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar :  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

**7 AUGUSTUS 1995. - Koninklijk besluit betreffende de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen**

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 107, tweede lid, van de gecoördineerde Grondwet;

Gelet op de provinciewet van 30 april 1836, inzonderheid op artikel 132, vervangen bij de wet van 6 juli 1993;

Gelet op de wet van 6 maart 1925 betreffende de aanhechting der kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 64;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. - *De benoemingsvoorwaarden*

**Artikel 1.** Niemand kan tot arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris worden benoemd indien hij niet voldoet aan de volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten :

- 1<sup>o</sup> Belg zijn;
- 2<sup>o</sup> burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3<sup>o</sup> van onberispelijk gedrag zijn;
- 4<sup>o</sup> voldoen aan de dienstplichtwetten of aan de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;
- 5<sup>o</sup> ten minste 35 jaar oud zijn;
- 6<sup>o</sup> de voor het ambt vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten, die vastgesteld moet zijn door de Administratieve Gezondheidsdienst;
- 7<sup>o</sup> houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot de betrekkingen van niveau I van het Rijkspersoneel; of geslaagd zijn voor een door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerd vergelijkend overgangsexamen naar niveau I of geslaagd zijn voor de examens die toegang verlenen tot een graad die door de Minister van Ambtenarenzaken, op advies van de Dienst van algemeen bestuur, gelijkgesteld wordt met een graad van niveau I van de rijksambtenaren;

8<sup>o</sup> het bewijs leveren dat men in België over tien jaar ervaring aan de balie beschikt, dat men gedurende tien jaar in België gerechtelijke, wetenschappelijke of administratieve ambten van niveau I heeft bekleed of het ambt van gemeentesecretaris of gemeenteontvanger, secretaris of ontvanger bij een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, gewestelijk ontvanger, politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris.

HOOFDSTUK II. - *De benoemingsprocedure*

**Art. 2.** De vacante betrekkingen van arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris worden door middel van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. In de oproep worden de benoemingsvoorwaarden en de te volgen sollicitatieprocedure vermeld.

**Art. 3.** De gegadigden zenden hun sollicitatie binnen dertig dagen na de oproep per aangetekende brief naar de Secretaris-generaal van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Les candidats joignent à leur candidature, à peine de non-recevabilité :

1° les pièces établissant qu'ils remplissent les conditions fixées à l'article 1er, 1° à 5°, 7° et 8°;

2° une note circonstanciée dans laquelle ils exposent les raisons pour lesquelles ils estiment être aptes à exercer la fonction et dans laquelle ils font également valoir leurs qualités en matière de gestion des services publics et dans les matières qui relèvent des compétences de la fonction.

**Art. 4.** Il est créé auprès du Ministre de l'Intérieur une commission de sélection qui a pour mission de présenter des candidats pour la nomination de commissaire d'arrondissement ou de commissaire d'arrondissement adjoint.

La commission est composée :

1° de membres permanents, fonctionnaires généraux du Ministère de l'Intérieur :

- a) le Secrétaire général;
- b) le Directeur général de la direction générale de la Législation et des Institutions nationales;
- c) le Directeur général de la direction générale de la Protection civile;
- d) le Directeur général de la direction générale de la Police générale du Royaume;
- e) le Directeur d'administration de la direction d'administration des services de la Commission permanente de contrôle linguistique;

2° du gouverneur de la province où la fonction est vacante.

La commission est présidée par le Secrétaire général. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, elle est présidée par le Directeur général avec la plus grande ancienneté. Les autres fonctionnaires sont remplacés, en cas d'absence ou d'empêchement, par un fonctionnaire de leur direction du rang 15 au moins; le gouverneur de province est remplacé, en cas d'absence, par le gouverneur de province faisant fonction et, en cas d'empêchement, par le greffier provincial. Le président désigne un rapporteur.

**Art. 5.** Dans les 15 jours qui suivent l'expiration du délai d'introduction des candidatures, le Président transmet aux membres une copie de toutes les candidatures et convoque la commission pour une réunion qui doit se tenir dans les trente jours qui suivent la fin du même délai.

**Art. 6.** Après en avoir examiné la recevabilité, la commission discute et compare les différentes candidatures. Elle peut décider, à la majorité des voix, d'inviter tous les candidats à un entretien complémentaire, dans les trente jours de la première réunion. Les candidats restent cependant pleinement responsables de l'exhaustivité et de la clarté de leur acte de candidature.

La commission dresse une liste de 5 candidats au plus, dans l'ordre de préférence. La proposition est motivée.

**Art. 7.** Dans les 15 jours de l'établissement de la proposition motivée, le président la notifie par lettre recommandée à tous les candidats. Les candidats disposent d'un délai de 10 jours, à compter de la date de la remise de l'envoi, pour faire connaître leurs objections éventuelles. Cette réclamation est transmise au président par lettre recommandée à la poste.

Si aucune réclamation n'a été introduite, le président transmet la proposition au Ministre de l'Intérieur, dans les 15 jours de l'expiration du délai d'introduction des réclamations.

Si toutefois une réclamation a été introduite, le président convoque une réunion qui a lieu 21 jours au plus tard après l'expiration du même délai. Dans les 15 jours de cette réunion, le président transmet la proposition définitive de la commission au Ministre de l'Intérieur.

**Art. 8.** La nomination des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints est faite par Nous.

La priorité est donnée à celui des candidats qui a été proposé à l'unanimité par la commission de sélection.

Si le Ministre de l'Intérieur estime ne pas pouvoir se rallier à la proposition unanime de la commission et s'il Nous propose un autre des candidats proposés, cette proposition doit être spécialement motivée.

De gegadigden voegen bij hun sollicitatie, op straffe van niet-ontvankelijkheid :

1° de stukken waaruit blijkt dat zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 1, 1° tot en met 5°, 7° en 8°.

2° een omstandige nota waarin zij uiteenzetten waarom zij menen geschikt te zijn voor het ambt, en waarin zij tevens hun bekwaamheden laten gelden inzake beheer van overheidsdiensten en inzake de materies die tot de bevoegdheden van het ambt behoren.

**Art. 4.** Bij de Minister van Binnenlandse Zaken wordt een selectiecommissie opgericht, die tot taak heeft kandidaten voor te dragen voor de benoeming tot arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris.

De commissie bestaat uit :

1° vaste leden, opperamtenaren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken :

- a) de Secretaris-generaal;
- b) de Directeur-generaal van de algemene directie van de Wetgeving en van de Nationale Instellingen;
- c) de Directeur-generaal van de algemene directie van de Civiele Bescherming;
- d) de Directeur-generaal van de algemene directie van de Algemene Rijkspolitie;
- e) de Bestuursdirecteur van de bestuursdirectie van de diensten van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht;

2° de gouverneur van de provincie waar het ambt vacant is.

De commissie wordt voortgezet door de Secretaris-generaal. Bij afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal wordt de commissie voortgezet door de Directeur-generaal met de meeste anciënniteit. De andere ambtenaren worden bij afwezigheid of verhindering vervangen door een ambtenaar van ten minste rang 15 van hun directie; de provinciegouverneur wordt bij afwezigheid vervangen door de waarnemende provinciegouverneur, bij verhindering door de provinciegriffier. De voorzitter wijst een verslaggever aan.

**Art. 5.** Binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn voor het indienen van de sollicitaties bezorgt de voorzitter aan de leden afschrift van alle sollicitaties. Hij roept de commissie samen voor een vergadering die moet plaatsvinden binnen dertig dagen na het einde van dezelfde termijn.

**Art. 6.** Nadat de commissie de ontvankelijkheid heeft onderzocht, onderzoekt en vergelijkt zij de onderscheiden sollicitaties. Ze kan bij meerderheid van stemmen beslissen alle sollicitanten uit te nodigen voor een aanvullend gesprek, binnen dertig dagen na de eerste vergadering. De sollicitanten blijven nochtans ten volle verantwoordelijk voor de volledigheid en de duidelijkheid van hun sollicitatieformulier.

De commissie maakt een lijst op van ten hoogste 5 kandidaten, in orde van voorkeur. De voordracht wordt met redenen omkleed.

**Art. 7.** Binnen vijftien dagen na het opmaken van de gemotiveerde voordracht, brengt de voorzitter haar per aangetekende brief ter kennis van alle sollicitanten. De sollicitanten beschikken over tien dagen, te rekenen vanaf de datum van het aanbieden van de zending, om hun eventuele bezwaren kenbaar te maken. Dit bezwaarschrift wordt per aangetekend schrijven aan de voorzitter bezorgd.

Indien geen bezwaarschrift is ingediend bezorgt de voorzitter de voordracht aan de Minister van Binnenlandse Zaken, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de termijn voor het indienen van de bezwaarschriften.

Indien wel een bezwaarschrift is ingediend, roept de voorzitter een vergadering bijeen, die plaats heeft uiterlijk eenentwintig dagen na het verstrijken van dezelfde termijn. Binnen vijftien dagen na die vergadering bezorgt de voorzitter de definitieve voordracht van de commissie aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

**Art. 8.** De arrondissementscommissarissen of adjunct-arrondissementscommissarissen worden door Ons benoemd.

Er wordt voorrang gegeven aan de kandidaat die eenparig door de selectiecommissie werd voorgedragen.

Indien de Minister van Binnenlandse Zaken meent niet te kunnen instemmen met het eenparig voorstel van de commissie, en een andere van de voorgestelde kandidaten aan Ons voordraagt, moet die voordracht behoorlijk met redenen omkleed zijn.

## CHAPITRE III. - Dispositions statutaires

**Art. 9.** Sous réserve des dispositions de l'article 10, les dispositions qui régissent le statut administratif des agents de l'Etat en ce qui concerne les congés, les disponibilités et le régime disciplinaire sont applicables, par analogie, aux commissaires d'arrondissement et aux commissaires d'arrondissement adjoints, qui dans ce cas sont censés être revêtus d'un grade du rang 13.

Le gouverneur procède au remplacement des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints en congé. Il désigne à cette fin soit un autre commissaire d'arrondissement ou commissaire d'arrondissement adjoint, soit un agent de l'Etat du niveau 1 du gouvernement provincial, nommé à titre définitif.

**Art. 10.** Les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints peuvent, moyennant l'avis du gouverneur de province, être autorisés par le Ministre de l'Intérieur à accepter une mission temporaire pour autant que les tâches qu'ils accomplissent dans le cadre de cette mission leur permettent de s'acquitter de leurs fonctions de commissaire d'arrondissement ou de commissaire d'arrondissement adjoint.

Ils ne peuvent être détachés.

**Art. 11.** Il est interdit aux commissaires d'arrondissement et aux commissaires d'arrondissement adjoints d'exercer par eux-mêmes ou par personne interposée, aucune espèce de commerce.

Il leur est interdit de participer à la direction de toute société ou établissement industriel ou financier et, sauf autorisation spéciale du Ministre de l'Intérieur, d'y exercer les fonctions d'administrateur ou de commissaire.

L'autorisation visée à l'alinéa 2 est toujours révocable.

**Art. 12.** Il est interdit aux commissaires d'arrondissement et aux commissaires d'arrondissement adjoints de prendre, directement ou indirectement, une part quelconque dans tout marché de travaux, de fourniture ou de services, fait ou à faire dans l'arrondissement, pour le compte de l'Etat ou d'une administration publique.

**Art. 13.** Les dispositions réglant le statut pécuniaire du personnel des ministères et celles réglant les conditions d'octroi des allocations et indemnités à ce personnel sont applicables aux commissaires d'arrondissement et aux commissaires d'arrondissement adjoints.

**Art. 14.** Les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints entrent en service le jour où ils prêtent serment entre les mains du gouverneur de province.

## CHAPITRE IV. - Dispositions transitoires et finales

**Art. 15.** Au plus tard le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté entre en vigueur, le remplacement des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints qui étaient en congé avant cette date d'entrée en vigueur est mis en conformité avec l'article 9, alinéa 2, du présent arrêté.

**Art. 16.** A titre transitoire, les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints qui sont détachés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent continuer de l'être pour une période qui ne peut excéder cinq ans.

Leur situation en matière de rémunération et de position administrative est réglée par analogie avec les dispositions qui dans ce cas concret seraient applicables aux agents de l'Etat.

**Art. 17.** L'arrêté royal du 15 octobre 1987 fixant les conditions de nomination et le statut des commissaires d'arrondissement et des commissaires d'arrondissement adjoints, modifié par les arrêtés royaux des 27 juillet 1989 et 10 mai 1993, est abrogé.

**Art. 18.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 août 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

## HOOFDSTUK III. - Rechtspositionele bepalingen

**Art. 9.** Onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 10, zijn de bepalingen die het administratief statuut van het Rijkspersoneel regelen op het stuk van verloven, beschikbaarheid en tucht, van overeenkomstige toepassing op de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen, die, in dat geval, geacht worden bekleed te zijn met een graad van rang 13.

De gouverneur voorziet in de vervanging van de afwezige arrondissementscommissarissen en adjunct-arrondissementscommissarissen. Hij wijst daartoe ofwel een andere arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris aan, ofwel een vastbenoemd rijksambtenaar van niveau 1 van het provinciaal gouvernement.

**Art. 10.** De arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen kunnen, op advies van de provinciegouverneur, door de Minister van Binnenlandse Zaken gemachtigd worden een tijdelijke opdracht te aanvaarden voor zover de taken die zij vervullen in het kader van die opdracht hen in staat stellen hun ambt van arrondissementscommissaris of adjunct-arrondissementscommissaris uit te oefenen.

Zij kunnen niet gedetacheerd worden.

**Art. 11.** Het is de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen verboden zelf of door een tussenpersoon enigerlei handel te drijven.

Het is hun verboden deel te nemen aan het bestuur van een vennootschap, respectievelijk een industriële of financiële vestiging of inrichting en er, behoudens bijzondere machtiging van de Minister van Binnenlandse Zaken, de functie van bestuurder of commissaris uit te oefenen.

De in het tweede lid bedoelde machtiging kan altijd worden herroepen.

**Art. 12.** Het is de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen verboden rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige opdracht van werken, leveringen of diensten die in het arrondissement gedaan is of uitgevoerd moet worden voor rekening van de Staat of van een openbaar bestuur.

**Art. 13.** De bepalingen die de bezoldigingsregeling van het personeel van de ministeries regelen en die welke de voorwaarden regelen tot toekenning van de toelagen en de vergoedingen aan dat personeel zijn toepasselijk op de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen.

**Art. 14.** De arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen treden in dienst op de dag dat zij de eed afleggen in de handen van de provinciegouverneur.

## HOOFDSTUK IV. - Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 15.** Uiterlijk de eerste dag van de tweede maand die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit wordt de vervanging van de arrondissementscommissarissen en adjunct-arrondissementscommissarissen die reeds vóór die inwerkingtreding afwezig waren in overeenstemming gebracht met artikel 9, tweede lid, van dit besluit.

**Art. 16.** Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen de arrondissementscommissarissen en de adjunct-arrondissementscommissarissen die gedetacheerd zijn op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit besluit, die hoedanigheid behouden voor een periode die niet langer mag duren dan vijf jaar.

Hun situatie inzake bezoldiging en administratieve positie wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen die in dat concrete geval van toepassing op de Rijksambtenaren zouden zijn.

**Art. 17.** Het koninklijk besluit van 15 oktober 1987 tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden en van het statuut van de arrondissementscommissarissen en van de adjunct-arrondissementscommissarissen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 juli 1989 en 10 mei 1993, wordt opgeheven.

**Art. 18.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 augustus 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE